



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Stellantis
CEMR
Poissy

11 novembre 2024

Valence : les travailleurs s'entraident les pieds dans la boue, le patronat et toutes les autorités ont du sang sur les mains

Voitures englouties, renversées, murs et meubles fracassés, arbres tordus, arrachés, balayés par un déluge de boue ; et depuis des jours l'élan de solidarité et les secours, souvent improvisés, qui fouillent les décombres à la recherche de survivants, qui déblayent les rues sinistrées pour rebâtir le plus urgent... les images de la région de Valence (Espagne) peuvent à peine évoquer la violence et le choc subis après les inondations de mardi et mercredi dernier. Avec 200 litres d'eau de pluie par mètre carré, l'énorme vague, qui atteignait un niveau de deux mètres par endroits, a tout emporté sur son passage. Le bilan provisoire s'établissait à 213 morts dimanche matin, alors que 1900 personnes seraient encore portées disparues.

Une catastrophe qui n'avait pourtant rien d'inévitable.

Les responsabilités écrasantes des autorités et du patronat

Bien sûr, rien ne pouvait arrêter la tempête elle-même, aléa climatique à la force exceptionnelle. Mais elle était parfaitement prévue déjà une semaine avant. Comme l'affirme le journal *Le Monde* : « Les autorités disposaient de toutes les informations pour préparer un plan d'évacuation ou interdire les déplacements non essentiels. » Et pourtant, ni la droite à la tête de la région, ni la gauche à la tête du pays n'ont esquissé le moindre geste. Les messages d'alerte graves ne sont arrivés qu'après que les crues avaient déjà submergé des routes et des villages entiers, piégeant tous ceux qui tentaient de rentrer chez eux.

Il fallait que l'économie tourne ! Certaines entreprises, comme Uber ou Mercadona (une chaîne de supermarchés), ont obligé leur personnel à continuer leur travail après le début de la tempête. Combien de vies humaines perdues pour des chiffres d'affaires ?

Il y a un an, à Madrid, la maire de la ville avait lancé un plan d'urgence devant des risques similaires de crues, qui n'avaient finalement pas touché l'agglomération... à quelques kilomètres près. Erreur intolérable pour les syndicats patronaux ! Alors que le réchauffement climatique accélère la fréquence de ces événements extrêmes, que des protocoles devraient anticiper les risques accrus, ce que les politiciens surveillent comme le lait sur le feu, ce sont les jérémiades du patronat et les cours de la Bourse.

La solidarité de ceux d'en bas face à l'incurie et à la calomnie de ceux d'en haut

Alors que la population de la région n'a pas eu accès rapidement au minimum pour survivre, notamment de l'eau et de la nourriture, les pouvoirs publics se sont indignés que certains magasins aient été « pillés » ...

En réalité, la population n'a pas attendu les secours officiels pour se débrouiller et organiser la solidarité, par milliers de volontaires. Et il valait mieux ! Car non seulement rien n'a été fait avant la catastrophe, mais les autorités ont attendu plus de trois jours après les crues pour déclencher un plan de mobilisation d'urgence de milliers de pompiers, de policiers et de soldats... dont certains auront sans doute pour tâche, urgente à leurs yeux, de protéger les vitrines des bijoutiers ! Alors quand le roi, la reine d'Espagne et le Premier ministre ont visité la région ce dimanche, pour faire dans l'émotion et tenter de calmer les gens, les habitants les ont accueillis avec des huées méritées et aux cris de « Assassins ! Assassins ! ». Ils ont dû fuir.

Oui, la bourgeoisie et son État ont du sang sur les mains. En temps de crise comme en temps normal, leurs profits passent avant nos vies. Les trésors de solidarité et d'abnégation que les classes populaires déploient dans les pires situations montrent que ce n'est pas une fatalité. Mais pour rebâtir un monde nouveau, à Valence comme partout ailleurs, ce sont les exploités qu'il faudra déblayer de la route.

Lutte collective pour garantir un avenir

Au salon de l'Auto, Tavares a expliqué que sur l'avenir de Poissy « la décision sera prise fin 2025, en cohérence avec la durée de vie des modèles qu'il produit ». L'Opel Mokka va arriver en fin de vie en 2027 ou 2028, pour la DS3 Crossback ce sera avant. Tous les jours on voit qu'il n'y a aucun investissement pour un nouveau véhicule. La direction gère l'agonie industrielle du site. Les preuves d'une fermeture du site vers 2027 ou 2028, apparaissent de plus en plus évidentes.

Tavares veut faire partir un maximum de salariés avec peu pour ne pas payer un plan de licenciement trop cher, mais en même temps il a besoin de créer l'illusion que le site peut survivre, car il veut des voitures pendant encore 2 ou 3 ans, il lui faut donc motiver les salariés et l'encadrement. Objectif : vider l'usine en en la rentabilisant.

Tavares a son plan, nous devons avoir le nôtre pour imposer le maintien des emplois.

La direction peut vider un site, sans le fermer

Pour la direction, le site de Poissy peut être « un Phoenix qui renaît de ses cendres ». Pas très rassurant comme formule. Ça voudrait dire que les emplois ouvriers doivent être réduits en cendre. L'usine de production de véhicules disparaîtrait, le site de Poissy survivrait en devenant un site de cadres et de techniciens dans les bâtiments sortis de terre à la porte de Poissy.

L'image de Stellantis sera peut-être sauvée dans la presse avec un site toujours existant, mais beaucoup iront pointer au chômage. Ce sont les projets de fermeture qu'il faut réduire en cendre !

Le gouvernement à la rescousse du patronat de l'Automobile

Devant l'impossibilité pour les constructeurs d'atteindre l'objectif imposé par la norme CAFE – à savoir vendre un quart de véhicules électriques à partir de janvier 2025 – le gouvernement entend créer une coalition d'Etats européens pour empêcher la Commission européenne d'appliquer les amendes prévues en cas de non-respect. Celles-ci pourraient atteindre un total d'une dizaine de milliards d'euros tous constructeurs européens confondus d'après certaines estimations.

Quand il ne s'agissait que de nos emplois, de nos avens et de ceux des salariés des sous-traitants, le gouvernement ne bougeait pas le petit doigt maintenant qu'il s'agit de protéger les profits des constructeurs, il va mouiller la chemise !

Prétraite menacée

À partir du 1er janvier 2025, la direction de Renault veut supprimer les départs 3 ans avant ouverture du droit à la retraite (la prétraite équivalente aux plans seniors chez Stellantis), pour tous les sites en France, pour les ouvriers et techniciens. Seuls les salariés reconnus handicapés (RQTH) pourraient encore bénéficier de prétraites, et encore : 2 ans avant la retraite, avec 70 % du brut payé, au lieu de 72 % actuellement.

Avec sa réforme des retraites, Macron a rallongé le temps de travail de 2 ans, avec le nouvel accord Renault, ce sera donc encore 3 ans de plus. Le but pour les capitalistes et leurs amis est de faire des économies en exploitant au maximum les salariés âgés... pendant que les jeunes restent au chômage. Absurde et écœurant.

Massacre à la tronçonneuse pour gagner plus

Lundi 28 octobre, la presse révélait que Volkswagen veut fermer au minimum 3 usines en Allemagne, baisser les effectifs des autres, diminuer les salaires de 10 % et les bloquer pendant 2 ans. Ce groupe qui emploie 120 000 salariés en Allemagne veut supprimer des dizaines de milliers d'emplois, avec des impacts énormes sur les usines des multiples sous-traitants. Les dirigeants veulent ainsi économiser 4 milliards d'euros.

Volkswagen a fait 17,9 milliards de profits en 2023, + 13 % en 1 an. Pas encore assez pour ces parasites capitalistes ! Comme en France et dans les autres pays, les travailleurs allemands ont intérêt à s'unir et à déclarer la guerre à leurs patrons.

Martinique : nouvelle prolongation du couvre-feu

Les mobilisations contre la vie chère, qui ont commencé début septembre, se poursuivent dans toute l'île, alternant manifestations, blocages de route et affrontements avec les forces de l'ordre. Le préfet a encore prolongé le couvre-feu de minuit à cinq heures du matin sur Fort-de-France et sa périphérie. Mais les Martiniquais tiennent bon et réclament toujours l'alignement des prix des produits courants sur ceux de la métropole alors qu'ils sont en moyenne 40 % plus cher. Après les manifestations du week-end dernier (2000 manifestants à Fort-de-France et 2000 à Paris), de nouveaux appels aux blocages ont été lancés. La lutte continue !